
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi no 171

Bill No. 171

(PRIVÉ)

(PRIVATE)

Loi constituant la Société de réassurance
des mutuelles-incendie du Québec

An Act to incorporate the Mutual Fire
Reinsurance Association of Québec

Première lecture

First reading

M. BONNIER

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975



Projet de loi no 171

(PRIVÉ)

Loi constituant la Société de réassurance
des mutuelles-incendie du Québec

ATTENDU qu'il y a au Québec plus de deux cent quarante compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, regroupant plus de quatre-vingt-quatorze mille assurés;

Attendu que la *Fédération des mutuelles d'incendie Inc.* regroupe plus de cent soixante-quatorze de ces compagnies qui regroupent elles-mêmes plus de soixante-dix mille assurés;

Attendu qu'il est urgent et opportun de créer une corporation de réassurance dans le but de promouvoir et de sauvegarder les intérêts généraux des membres de ces compagnies et qu'il est de même opportun que cette corporation puisse, de façon complémentaire, assurer directement certains risques agricoles;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Une corporation ci-après appelée « la société » est constituée sous le nom de « Société de réassurance des mutuelles-incendie du Québec ».

2. 1. La société est une corporation sans but lucratif et a pour objet la réalisation d'opérations de réassurance mutuelle contre l'incendie, la foudre, le vent et les autres risques agricoles à l'égard de toute

Bill No. 171

(PRIVATE)

An Act to incorporate the Mutual Fire
Reinsurance Association of Québec

WHEREAS there are in the province of Québec over two hundred and forty mutual companies of insurance against fire, lightning and wind covering more than ninety-four thousand insured persons;

Whereas the *Fédération des mutuelles d'incendie Inc.* includes over one hundred and seventy-four of those companies which in turn include more than seventy thousand insured persons;

Whereas it is urgent and expedient to constitute a reinsurance corporation to promote and safeguard the general interests of the members of those companies, and equally expedient that the corporation may, as a complementary service, directly insure certain farm risks;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. A corporation hereinafter called "the association" is constituted under the name of "Mutual Fire Reinsurance Association of Québec".

2. (1) The association is a non-profit corporation, the object of which is to transact mutual reinsurance against fire, lightning, wind and any other farm risks with any mutual company of insurance

compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, constituée suivant les dispositions des sections II, VI et VII de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) et de toute société mutuelle d'assurance-incendie constituée en vertu des chapitres IV et V du titre IV de la Loi sur les assurances (1974, chapitre 70), membres ou non de la société.

2. La société peut, avec l'autorisation du surintendant des assurances, adopter un règlement approuvé lors d'une assemblée générale de ses membres aux fins de l'autoriser à réassurer toute compagnie d'assurance de dommages opérant au Québec sous la forme de l'assurance mutuelle.

3. 1. La société a son siège social en la Ville de Québec ou à tout autre endroit déterminé par règlement de la Société.

2. Ce règlement doit être approuvé par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives sur avis du surintendant des assurances et entre en vigueur à compter de la date de la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.

4. 1. Sont membres de la société toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, constituée suivant les dispositions des sections II, VI et VII de la Loi des assurances et toute société mutuelle d'assurance incendie, constituée en vertu des chapitres IV et V du titre IV de la Loi sur les assurances qui, lors d'une assemblée générale de leurs membres convoquée à cette fin, adopte un règlement à cet effet et qui contribue au capital de garantie de la société pour un montant minimum de \$2,500.

2. La société peut, avec l'autorisation du surintendant des assurances, décréter, par règlement approuvé lors d'une assemblée générale de ses membres, qu'une compagnie d'assurance de dommages opérant au Québec sous la forme de l'assurance mutuelle est autorisée à devenir membre de la société, conformément à la présente loi, et à contribuer à son capital de garantie.

3. Si la société n'est pas en mesure de maintenir son capital de garantie conformément aux paragraphes 1 et 2 et aux

against fire, lightning and wind incorporated under Divisions II, VI and VII of the Insurance Act (Revised Statutes, 1964, chapter 295) or any mutual fire-insurance association incorporated under Chapters IV and V of Title IV of the Act respecting insurance (1974, chapter 70), whether or not it is a member of the association.

(2) The association may, with the authorization of the Superintendent of Insurance, make a by-law approved at a general meeting of its members, for the purpose of authorizing it to reinsure any damage insurance company transacting mutual insurance in Québec.

3. (1) The head office of the association shall be in the City of Québec or at any other place determined by by-law of the association.

(2) The by-law must be approved by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives on the advice of the Superintendent of Insurance and shall come into force from the date of the publication of a notice to that effect in the *Gazette officielle du Québec*.

4. (1) Every mutual company of insurance against fire, lightning and wind incorporated under Divisions II, VI and VII of the Insurance Act and every mutual fire-insurance association incorporated under Chapters IV and V of Title IV of the Act respecting insurance which, at a general meeting of its members called therefor, passes a by-law to that effect and contributes to the guarantee capital of the association an amount of at least \$2,500, shall be a member of the association.

(2) The association, with the authorization of the Superintendent of Insurance, may prescribe by a by-law approved at a general meeting of its members, that a damage insurance company transacting mutual insurance in Québec may become a member of the association, in accordance with this act, and contribute to its guarantee capital.

(3) If the association cannot maintain its guarantee capital in conformity with subsections 1 and 2 and with sections 5 and

articles 5 et 10, le surintendant des assurances peut, en cas de nécessité, autoriser toute compagnie d'assurance de dommages opérant au Québec sous la forme de l'assurance mutuelle à y suppléer et à devenir membre de la société conformément à la présente loi.

5. 1. Avant d'obtenir son permis, la société doit prouver, à la satisfaction du surintendant des assurances, qu'elle a constitué un capital de garantie d'un montant d'au moins un million de dollars.

2. Aux fins de constituer ce capital de garantie, les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent et les sociétés mutuelles d'assurance incendie désireuses de devenir membres de la société peuvent, par règlement adopté lors d'une assemblée générale de leurs membres convoquée à cette fin:

a) décréter une cotisation volontaire;

b) affecter, après y avoir soustrait un montant correspondant à 10% du montant de leur assurance nette en vigueur, jusqu'à 50% de leur surplus accumulé ou capital de garantie respectif.

3. Aux fins du paragraphe 2, le surplus accumulé de ces compagnies ou sociétés comprend leurs fonds de réserves ou capital de garantie ou leurs réserves et le reliquat non cotisé de leurs billets de dépôt ou de souscription.

4. Le capital de garantie de la société peut être constitué d'obligations ou de titres de créances émis ou garantis par le Québec, le Canada, le Royaume-Uni, les Etats-Unis d'Amérique, les états de ce dernier pays et par toute corporation municipale ou scolaire du Québec. Il peut, de même, être constitué en espèces.

5. Les obligations et autres titres de créance constituant le capital de garantie de la société sont évalués, chaque année, selon leur valeur marchande au 31 décembre précédent.

6. Si cette valeur diminue de 10% ou plus, le surintendant des assurances peut alors exiger des membres de la société qu'ils régénèrent ce capital de garantie.

7. La Fédération des mutuelles d'incendie Inc., corporation constituée le 25 novembre 1970 en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies et toute fédé-

10, the Superintendent of Insurance may, if necessary, authorize any damage insurance company transacting mutual insurance in Québec to make up the guarantee capital and to become a member of the association in accordance with this act.

5. (1) Before obtaining its licence, the association shall prove to the satisfaction of the Superintendent of Insurance that it has constituted a guarantee capital amounting to not less than one million dollars.

(2) For the purposes of constituting the guarantee capital, mutual companies of insurance against fire, lightning and wind and the mutual fire-insurance associations wishing to become members of the association may, by a by-law passed at a general meeting of their members called therefor:

(a) order a voluntary assessment;

(b) allocate, after subtracting an amount corresponding to 10% of the amount of their net insurance in force, up to 50% of their respective accumulated surpluses or guarantee capitals.

(3) For the purposes of subsection 2, the accumulated surplus of such a company or association includes its reserve fund or guarantee capital or its reserve and the unassessed balance of its deposit or subscription notes.

(4) The guarantee capital of the association may be constituted of bonds or securities issued or guaranteed by Québec, Canada, the United Kingdom, the United States of America or any state of that country, or by any municipal or school corporation of Québec. It may also be constituted of currency.

(5) The bonds and other securities constituting the guarantee capital of the association shall be valued each year at their market value as of the preceding 31 December.

(6) If that value decreases by 10% or more, the Superintendent of Insurance may require the members of the association to make up the guarantee capital.

(7) The *Fédération des mutuelles d'incendie Inc.*, a corporation incorporated 25 November 1970 under Part III of the Companies Act, and any federation of members

ration de membres reconnue conformément à l'article 293 de la Loi sur les assurances peuvent affecter une quotité de leur surplus accumulé ou fonds de réserve à la constitution du capital de garantie de la société.

8. Toute contribution au capital de garantie de la société, avant qu'un permis ne lui soit délivré, est faite à la condition qu'un capital de garantie d'au moins un million de dollars soit créé par la société dans les trois ans qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente loi et, lorsque cette contribution est effectuée par transport d'obligations, de titres de créances ou autres en faveur de la société, à la condition que l'intérêt rattaché à ces titres soit payé aux contributeurs. Si ce capital de garantie n'est pas formé, les montants payés doivent être remis intégralement aux contributeurs après y avoir soustrait, le cas échéant, une somme n'excédant pas 15% des montants contribués pour payer les dépenses d'organisation ou de constitution de la société.

9. Le capital de garantie de la société est déposé dans une banque ou une compagnie de fiducie au Québec ou dans une caisse d'épargne et de crédit qui est une institution inscrite au sens de la Loi de l'assurance-dépôts du Québec (1966/1967, chapitre 73).

10. Les participations ainsi souscrites dans le capital de garantie de la société sont consignées dans un registre tenu à cette fin au siège social de la société après l'émission, conformément aux règlements de la société, d'un certificat les attestant.

6. La société peut, sur autorisation de son conseil d'administration et à un taux approuvé par le surintendant des assurances, payer annuellement, à même les trop-perçus réalisés pour le dernier exercice financier et prioritairement à toute distribution de trop-perçu effectuée conformément à l'article 9, un intérêt aux membres de la société et à toute fédération de membres relativement aux montants contribués au capital de garantie.

7. 1. Lors d'une assemblée générale, les membres de la société sont représentés par

recognized in accordance with section 293 of the Act respecting insurance, may likewise allocate part of its accumulated surplus or reserve fund to the constitution of the guarantee capital of the association.

(8) Every contribution to the guarantee capital of the association before it receives a licence, is made on condition that a guarantee capital of at least one million dollars is constituted by the association within three years from the coming into force of this act and when such contribution is made by a transfer of bonds, evidences of indebtedness or other securities in favour of the association, provided the interest thereon is paid to the contributors. If that guarantee capital is not constituted, the amounts contributed must be returned in full to the contributors after deduction, if necessary, of a sum not exceeding 15% of the amounts contributed to pay the expenses of organizing and incorporating the association.

(9) The guarantee capital of the association shall be deposited in a bank or trust company in Québec or in a savings and credit union which is a registered institution within the meaning of the Québec Deposit Insurance Act (1966/1967, chapter 73).

(10) The contributions thus subscribed to the guarantee capital of the association shall be entered in a register kept for that purpose at the head office of the association after the issue, in accordance with the by-laws of the association, of a certificate attesting them.

6. The association, with the authorization of its board of directors and at a rate approved by the Superintendent of Insurance, may annually pay interest, out of the overpayments made during the last fiscal year and by priority to the sharing of overpayments in conformity with section 9, to the members of the association and to every federation of members on the amounts contributed to the guarantee capital.

7. (1) At a general meeting, the members of the association shall be represented

un ou plusieurs membres de leur bureau de direction ou conseil d'administration respectif, y compris le secrétaire, ceux-ci étant spécialement désignés par une résolution de leur conseil d'administration ou bureau de direction.

2. Lors d'une assemblée générale, les membres de la société ont un droit de vote égal au rapport de leur volume d'assurance cédée sur l'ensemble de l'assurance cédée par les membres à la société, rapport établi, par résolution du conseil d'administration de la société, au 31 décembre de l'année précédente.

3. Lors de l'assemblée générale, seuls les membres représentés conformément au paragraphe 1 peuvent exercer leur droit de vote par le représentant spécifiquement désigné par le membre à cet effet.

4. Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres présents. En cas d'égalité, le président de l'assemblée a un vote prépondérant.

8. 1. Une assemblée générale annuelle des membres de la société doit être tenue, chaque année, à l'époque et à l'endroit déterminés par règlement de la société.

2. A cette assemblée générale annuelle, les administrateurs de la société doivent soumettre aux membres de la société:

- a) un bilan dressé au 31 décembre de l'année précédente;
- b) un relevé général des revenus et des dépenses pendant l'exercice se terminant à la date la plus rapprochée de ce bilan;
- c) le rapport du vérificateur des comptes;
- d) le rapport du conseil d'administration.

3. De même, les membres de la société doivent alors:

a) procéder à l'élection du conseil d'administration conformément aux règlements de la société;

- b) nommer le vérificateur des comptes;
- c) approuver ou désapprouver tout règlement adopté par le conseil d'administration depuis la dernière assemblée générale annuelle.

9. 1. Les trop-perçus et l'excédent des dépenses sur les revenus de la société sont

by one or more members of their respective boards of management or boards of directors, including the secretary, such representatives being specially designated by a resolution of their board of management or board of directors.

(2) At a general meeting, a member of the association shall have voting rights proportionate to the ratio between the volume of the insurance it has assigned and the volume assigned by all the members to the association, which ratio shall be established as of 31 December of the preceding year by a resolution of the board of directors of the association.

(3) At the general meeting, only the members represented in accordance with subsection 1 may exercise their voting rights through the representative specifically designated therefor by each member.

(4) Decisions of the general meeting shall be taken by a majority vote of the members present. In the case of a tie, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

8. (1) An annual general meeting of the members of the association shall be held each year at the time and place determined in accordance with the by-laws of the association.

(2) At that annual general meeting, the directors of the association shall submit to the members of the association:

- (a) a balance-sheet as of 31 December of the preceding year;
- (b) a general statement of income and expenditures for the fiscal year ending on the date nearest to that of the balance-sheet;
- (c) the report of the auditor of accounts;
- (d) the report of the board of directors.

(3) The members of the association shall then likewise:

(a) elect the members of the board of directors in conformity with the by-laws of the association;

- (b) appoint an auditor of accounts;
- (c) approve or reject every by-law made by the board of directors since the last annual general meeting.

9. (1) The overpayments and the excess of expenditures over income of the asso-

partagés entre les membres dans un rapport égal à l'importance de leur droit de vote lors de la dernière assemblée générale annuelle des membres.

2. La société, après avoir comblé les déficits des années antérieures, ne peut distribuer à ses membres que 50% des trop-perçus réalisés lors d'un exercice financier et ce, tant et aussi longtemps qu'elle n'a pas accumulé, à titre de réserve, une somme équivalente à \$0.60 pour \$1,000 d'assurance assumée en vigueur. Lorsqu'une telle réserve a été accumulée, la société peut distribuer 100% des trop-perçus réalisés.

3. Cependant, si un membre n'est pas en mesure d'assumer sa part de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société, il cesse d'être membre et cette part est répartie conformément au paragraphe 1 entre les autres membres. Sa contribution au capital de garantie est alors confisquée par la société et est répartie conformément au paragraphe 1 entre les autres membres qui en assument alors la responsabilité.

10. 1. Si une contribution additionnelle des membres s'avère nécessaire pour régénérer le capital de garantie, les membres de la société doivent avoir recours aux modalités de contribution prévues à l'article 5 et une telle contribution est établie en fonction du paragraphe 1 de l'article 9 et du paragraphe 2 de l'article 7.

2. Si une contribution additionnelle des membres s'avère nécessaire pour combler l'excédent des dépenses sur les revenus, les membres peuvent disposer des sommes d'argent nécessaires, sur résolution de leur conseil d'administration ou bureau de direction respectif.

3. La société peut, aux conditions fixées par le surintendant des assurances, utiliser son capital de garantie aux fins d'assumer son activité.

11. 1. Le conseil d'administration administre les affaires de la société et exerce, conformément à ses règlements, les pouvoirs qui lui sont, généralement ou spécialement, délégués par l'assemblée générale. Il doit notamment:

ciation shall be distributed among the the members proportionately to their voting rights at the last annual general meeting of the members.

(2) After making up the deficit for the previous years, the association shall not distribute to its members above 50% of overpayments received in a fiscal year while its accumulated reserve remains under \$0.60 per \$1,000 of insurance underwritten and in force. Once such reserve is accumulated, the association may distribute 100% of the overpayments received.

(3) However, if a member cannot assume his share of the excess of expenditures over income of the association, he shall cease to be a member and his share shall be apportioned, in accordance with subsection 1, among the other members. His contribution to the guarantee capital shall then be confiscated by the association and apportioned in accordance with subsection 1 among all the other members, who shall then become responsible for it.

10. (1) If an additional contribution of the members proves necessary to reconstitute the guarantee capital, the members of the association shall apply the terms and conditions of contribution provided in section 5, and such a contribution shall be determined in accordance with subsection 1 of section 9 and subsection 2 of section 7.

(2) If an additional contribution of the members proves necessary to make up the excess of expenditures over income, the members may make the necessary sums of money available by resolution of their respective boards of directors or boards of management.

(3) The association, on the conditions determined by the Superintendent of Insurance, may use its guarantee capital for the carrying on of its activities.

11. (1) The board of directors shall manage the affairs of the association and exercise, in conformity with its by-laws, the powers generally or especially delegated to it by the general meeting. It shall especially:

a) exiger de toute personne ayant l'administration ou la garde des fonds de la société un cautionnement d'au moins \$25,000 dont il détermine la nature;

b) fixer le coût et les conditions de la réassurance;

c) lors de l'assemblée générale annuelle, rendre compte de son mandat et soumettre le rapport annuel;

d) soumettre à l'assemblée générale des membres tout règlement qu'il a adopté depuis la dernière assemblée générale annuelle.

2. Le conseil d'administration se compose d'au moins sept administrateurs choisis parmi les représentants des membres lors de l'assemblée générale annuelle. Toutefois, les règlements de la société peuvent prévoir un nombre plus élevé d'administrateurs et ce, jusqu'à concurrence de quinze.

3. Tout administrateur de la société doit être porteur d'une police d'assurance contractée auprès de l'un des membres de la société pour un montant d'au moins \$1,500.

4. Aucun membre du personnel salarié de la société ne peut être élu administrateur, ni exercer cette fonction.

5. Les administrateurs exercent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs et ils sont rééligibles.

6. La durée du mandat des administrateurs est d'un an; elle peut être portée à deux ou trois ans, par règlement adopté lors d'une assemblée générale des membres de la société. Dans ce cas, un certain nombre d'administrateurs doivent, à chaque année, être remplacés selon le mode de rotation que ce règlement détermine. Ce règlement doit prévoir le remplacement annuel d'un nombre d'administrateurs aussi égal que possible.

7. Aucun représentant d'un membre n'est éligible à la fonction d'administrateur tant qu'il n'a pas acquitté intégralement toutes les cotisations ou primes qu'il doit à ce membre.

12. Les administrateurs ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions, sur autorisation ou ratification par le conseil d'administration.

(a) require from every person having the management or custody of funds of the association a deposit of at least \$25,000 and determine the nature thereof;

(b) fix the cost and conditions of re-insurance;

(c) at the annual general meeting, give an account of its administration and submit the annual report;

(d) submit to the general meeting of the members every by-law it has made since the last annual general meeting.

(2) The board of directors shall be composed of at least seven directors chosen from among the representatives of the members at the annual general meeting. The by-laws of the association, however, may provide for a greater number of directors, not to exceed fifteen.

(3) Every director of the association must hold an insurance policy with one of the members of the association for an amount of at least \$1,500.

(4) No paid member of the staff of the association may be elected to or hold the office of director.

(5) The directors shall remain in office until their successors are elected and they shall be re-eligible.

(6) The term of office of the directors is one year; it may be extended to two years or three years by a by-law passed at a general meeting of the members of the association. In that case, a certain number of directors shall be replaced each year in the order of rotation the by-law shall fix. The by-law must provide for the replacement of as constant a number of directors as possible each year.

(7) No representative of a member shall be eligible for the office of director while any part of an assessment or premium he owes that member remains unpaid.

12. The directors shall not be remunerated. However, they shall be entitled to the reimbursement of justifiable expenses incurred by them in the performance of their duties, upon authorization or ratification by the board of directors.

13. Les vacances survenant au sein du conseil d'administration en cours d'exercice n'entraînent pas d'élection et peuvent être comblées par celui-ci suivant les règlements de la société.

Toutefois, en cas de vacance provoquant le défaut de quorum, un administrateur ou deux membres peuvent ordonner au secrétaire de la société de convoquer une assemblée générale spéciale des membres en vue de la combler.

14. 1. Dès sa première assemblée suivant l'assemblée d'organisation ou suivant l'assemblée générale annuelle, le conseil d'administration choisit parmi ses membres un comité exécutif composé d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire-trésorier. Pourvu qu'il y ait quorum, cette assemblée peut être tenue sans préavis, immédiatement après l'assemblée d'organisation ou l'assemblée générale annuelle.

2. Les règlements de la société déterminent les pouvoirs et devoirs du comité exécutif.

15. 1. Lors de la fixation du coût de la réassurance, le conseil d'administration peut constituer une réserve formée de toutes les sommes restant en la possession de la société à la fin de chaque année, après paiement des dépenses d'exploitation de la société. Cette réserve peut être utilisée pour uniformiser, d'année en année, le coût de la réassurance et, jusqu'à 50%, pour atteindre les objets de la société.

2. Les sommes perçues pour la constitution de cette réserve ne doivent pas excéder 10% du coût annuel de la réassurance.

3. Cette réserve ne peut être partagée entre les membres de la société que dans les cas de dissolution ou d'abandon des affaires de la société. Elle est alors distribuée aux membres de la société et à ceux qui l'ont été dans les cinq ans précédant la liquidation.

16. 1. Lors de la liquidation ou du retrait d'un membre de la société, les sommes que ce membre a contribué au capital de garantie lui sont, avec l'approbation du surintendant des assurances, retournées,

13. Vacancies occurring on the board of directors during term shall not entail elections and may be filled by the board in accordance with the by-laws of the association.

However, where a vacancy results in the want of a quorum, one director or two members may order the secretary of the association to call a special general meeting of the members to fill it.

14. (1) At its first meeting following the organizing meeting or the annual general meeting, the board of directors shall choose an executive committee consisting of a chairman, a vice-chairman and a secretary-treasurer from among the directors. Provided there is a quorum, such meeting may be held without prior notice, immediately after the organizing meeting or the annual general meeting.

(2) The by-laws of the association shall determine the powers and duties of the executive committee.

15. (1) In fixing the cost of reinsurance, the board of directors may constitute a reserve consisting of all the sums remaining in the hands of the association at the end of each year, after payment of the operating expenses of the association. The reserve may be used to make the cost of reinsurance uniform from year to year, and, up to 50%, to pursue the objects of the association.

(2) The sums collected to constitute the reserve shall not exceed 10% of the annual cost of reinsurance.

(3) The reserve may be shared among the members of the association only in case of dissolution or discontinuance of the operations of the association. The reserve shall then be distributed among the members of the association and those who were members within the five years preceding the winding-up.

16. (1) Upon the winding-up or the withdrawal of a member of the association, the sums such member has contributed to the guarantee capital shall, with the approval of the Superintendent of Insurance, be re-

après y avoir déduit un montant, le cas échéant, pour sa part de l'excédent des dépenses sur les revenus de l'année courante.

2. La participation de ce membre dans le capital de garantie peut toutefois être cédée, aux conditions établies par règlement de la société, à un autre membre de la société, à toute fédération de membres, à une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent ou société mutuelle d'assurance incendie qui satisfait aux dispositions des articles 4 et 5 ou à toute compagnie d'assurance de dommages opérant au Québec sous la forme de l'assurance mutuelle qui est autorisée à devenir membre de la société conformément à l'article 4.

17. 1. J.-Romuald Paiement, Lemire Fréchette, Anatole Tessier, Marc-Émile Dorais, J.-Lucien Ouellet, Arthur Picard, Paul-Émile Maltais, André Godbout et James White, administrateurs de la *Fédération des mutuelles d'incendie Inc.*, sont les administrateurs provisoires de la société et les fiduciaires des sommes recueillies pour la création du capital de garantie de la société. Ils demeurent en fonction tant et aussi longtemps que le premier conseil d'administration de la société n'a pas été élu par l'assemblée générale des membres. Ils ont tous les pouvoirs du conseil d'administration de la société pendant la durée de leurs fonctions.

2. Dès que le capital de garantie prévu à l'article 5 est créé, les administrateurs provisoires:

a) présentent au surintendant des assurances une demande de permis conformément à la Loi des assurances;

b) convoquent et tiennent, dans les soixante jours de la date de la demande de ce permis, la première assemblée générale des membres ou assemblée d'organisation de la société.

18. L'ordre du jour de la première assemblée générale ou assemblée d'organisation de la société est le suivant:

a) élection du président et du secrétaire de l'assemblée;

b) lecture de la présente loi et rapport des administrateurs provisoires;

funded to it after deduction therefrom, if necessary, of an amount for his share of the excess of expenditures over income for the current year.

(2) That member's share of the guarantee capital may however be assigned, on the conditions established by the by-laws of the association, to another member of the association, to any federation of members, to a mutual company of insurance against fire, lightning and wind or to a mutual fire-insurance association complying with the provisions of sections 4 and 5 or to any damage insurance company transacting mutual insurance in Québec and authorized to become a member of the association in accordance with section 4.

17. (1) J.-Romuald Paiement, Lemire Fréchette, Anatole Tessier, Marc-Émile Dorais, J.-Lucien Ouellet, Arthur Picard, Paul-Émile Maltais, André Godbout and James White, directors of the *Fédération des mutuelles d'incendie Inc.*, shall be the provisional directors of the association and the fiduciaries of the sums collected to constitute the guarantee capital of the association. They shall remain in office until the first board of directors of the association is elected by the general meeting of the members. They shall have all the powers of the board of directors of the association while they remain in office.

(2) As soon as the guarantee capital provided for in section 5 is constituted, the provisional directors shall:

(a) apply to the Superintendent of Insurance for a licence, in conformity with the Insurance Act;

(b) within sixty days after the licence is applied for, call and hold the first general meeting of the members or the organizing meeting of the association.

18. The agenda of the first general meeting or the organizing meeting of the association shall be as follows:

(a) election of the chairman and the secretary of the meeting;

(b) reading of this act, and the report of the provisional directors;

- c) adoption des règlements généraux de la société;
- d) adoption d'un sceau corporatif;
- e) élection des membres du conseil d'administration de la société;
- f) nomination d'un vérificateur des comptes de la société;
- g) ouverture des registres prescrits par la loi.

19. 1. Sous réserve de la présente loi, la société est régie *mutatis mutandis* par les dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271).

2. Lorsqu'une disposition de la Loi des compagnies exige pour un certain objet le vote d'actionnaires représentant une proportion déterminée du capital-actions d'une compagnie, une telle disposition, pour les fins de la présente loi, signifie que la réalisation de cet objet exige le vote d'un certain nombre de membres dont le vote, établi conformément au paragraphe 2 de l'article 7, représente la proportion alors déterminée.

3. Sauf quant aux pouvoirs de placement et quant à la rétention, la société est aussi régie *mutatis mutandis* par les dispositions de la Loi des assurances applicables aux compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent dans les comtés, non incompatibles avec les dispositions de la présente loi.

Quant aux pouvoirs de placement, la société est régie par les dispositions applicables aux compagnies d'assurance, au sens de l'article 154 de la Loi des assurances. Quant à la rétention, la société est régie par ses règlements.

4. En cas d'incompatibilité entre les dispositions de la Loi des assurances auxquelles réfère le paragraphe 3 et les dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies, les dispositions de la Loi des assurances s'appliquent.

20. 1. A la demande d'un membre de la société et s'il n'y a pas d'opposition de la part d'un membre de la société faisant affaire dans la même municipalité de comté, la société peut, de façon complémentaire, avec l'autorisation du surintendant des as-

- (c) adoption of the general by-laws of the association;
- (d) adoption of a corporate seal;
- (e) election of the members of the board of directors of the association;
- (f) appointment of an auditor of accounts of the association;
- (g) opening of the registers prescribed by law.

19. (1) Subject to this act, the association shall be governed, *mutatis mutandis*, by Part III of the Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 271).

(2) When any provision of the Companies Act requires, for a certain object, the vote of shareholders representing a determined proportion of the share capital of a company, that provision, for the purposes of this act, means that the carrying out of that object requires the vote of a certain number of members whose votes, determined in conformity with subsection 2 of section 7, represent the proportion then determined.

(3) Except with regard to powers of investment and liens, the association is also governed, *mutatis mutandis*, by the provisions of the Insurance Act applicable to mutual companies of insurance against fire, lightning and wind in the counties which are not inconsistent with this act.

With regard to powers of investment, the association is governed by the provisions applicable to insurance companies, within the meaning of section 154 of the Insurance Act. With regard to liens, the association is governed by its by-laws.

(4) In case of inconsistency between the provisions of the Insurance Act referred to in subsection 3 and those of Part III of the Companies Act, the provisions of the Insurance Act apply.

20. (1) At the request of a member of the association and where there is no objection from any member of the association transacting business in the same county municipality, the association may, as a complementary service and with the authorization

surances, réaliser directement à l'égard des agriculteurs assurés chez ce membre, à la condition qu'il ne puisse effectuer de telles opérations, les opérations relatives aux contrats d'assurance de dommages aux biens et de responsabilité civile dans la mesure où ces contrats ont pour objet d'assurer un risque relié à leur exploitation agricole et, sans restreindre la généralité des termes qui précèdent, notamment des catégories suivantes:

a) perte ou dommages aux biens mobiliers ou immobiliers causés par l'incendie, la foudre, l'explosion, la fumée, les extincteurs automatiques, le vent, l'ouragan, le cyclone, la température, la tornade, la grêle, le bris, l'inondation, la fuite d'eau, le tremblement de terre, l'émeute, la disparition, la collision avec aéronefs, véhicules et autres objets;

b) perte ou dommages causés par tout véhicule aux biens de l'assuré, aux biens d'autrui et à la personne en raison de blessures ou de mort accidentelle;

c) bétail, animaux domestiques ou autres;

d) responsabilité civile, responsabilité de l'employeur et accidents du travail;

e) navigation et transport intérieur;

f) vol et faux;

g) cautionnement et garantie;

h) perte de crédit, de profit et de loyer;

i) maladies industrielles et accidents aux personnes accessoirement à un contrat d'assurance;

j) bris de glace.

2. La société ne peut présenter au surintendant des assurances une demande d'autorisation aux fins du paragraphe 1 que si elle a accumulé un fonds de réserve d'au moins \$500,000.

21. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

of the Superintendent of Insurance, transact business directly with farmers insured with that member, but with the proviso that it shall not transact such business, contracts of property damage insurance or civil liability insurance to the extent that the object of those contracts is to insure a risk connected with their agricultural operations and, without restricting the generality of the foregoing, the following categories in particular:

(a) loss or damage to moveable or immoveable property caused by fire, lightning, explosion, smoke, automatic sprinklers, wind, hurricane, cyclone, temperature, tornado, hail, breakage, flood, leaking of water, earthquake, riot, disappearance, or collision with aircraft, vehicles or other objects;

(b) loss or damage caused by any vehicle to the property of the insured or of other persons, or to persons on account of injury or accidental death;

(c) cattle, domestic animals or others;

(d) civil liability, liability of the employer

(e) navigation and inland transportation;

(f) theft and forgery;

(g) security and guarantee;

(h) loss of credit, profit or rent;

(i) industrial diseases and accidents to persons in connection with an insurance contract.

(j) glass breakage.

(2) The association may apply to the Superintendent of Insurance for authorization under subsection 1 only if it has accumulated a reserve fund of at least \$500,000.

21. This act shall come into force on the day of its sanction.